

Conférence de presse tenue au Palais de l'Elysée : 31 janvier 1964

Nous allons parler de la Chine. De multiples questions m'ont été posées. Je répondrai à tout le monde en même temps, en expliquant ce qu'il en est. La Chine, un grand peuple, le plus nombreux de la terre ; une race, où la capacité patiente, laborieuse, industrieuse, des individus a, depuis des millénaires, péniblement compensé son défaut collectif de méthode et de cohésion et construit une très particulière et très profonde civilisation ; un très vaste pays géographiquement compact quoique sans unité, étendu depuis l'Asie Mineure et les marches de l'Europe jusqu'à la rive immense du Pacifique, et depuis les glaces sibériennes jusqu'aux régions tropicales des Indes et du Tonkin ; un Etat plus ancien que l'Histoire, constamment résolu à l'indépendance, s'efforçant sans relâche à la centralisation, replié d'instinct sur lui-même et dédaigneux des étrangers, mais conscient et orgueilleux d'une immuable pérennité, telle est la Chine de toujours.

L'ambassadeur Huang Chen remet ses lettres de créance au général de Gaulle, en présence de Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères, le 6 juin 1964. Son entrée en contact avec les nations modernes lui fut très rude et très coûteuse. En un siècle, de multiples interventions, sommations, expéditions, invasions, européennes, américaines, japonaises, lui valurent autant d'humiliations et de démembrements. Ces terribles secousses nationales, ainsi que la volonté des élites de transformer coûte que coûte leur pays pour qu'il parvienne à la même puissance et à la même condition que les peuples qui l'avaient opprimé, ont mené la Chine à la révolution. Sans doute, le maréchal Tchang Kaï-chek - à la valeur, au patriotisme, à la hauteur d'âme de qui j'ai le devoir de rendre hommage, certain qu'un jour l'histoire et le peuple chinois ne manqueront pas d'en faire autant, le maréchal Tchang-Kaï-chek, après avoir conduit la Chine à la victoire alliée qui scella dans le Pacifique la Deuxième Guerre mondiale, avait-il tenté de canaliser le torrent. Mais les choses en étaient au point qu'elles excluaient tout, sauf l'extrême. Dès que les Etats-Unis, qui avaient prêté au Maréchal le concours direct de leurs forces sur le continent, durent renoncer à le lui laisser, il se replia sur Formose et le régime communiste, longuement préparé par Mao Tsé-toung, établit sa dictature. Il y a quinze ans de cela.

" L'ardeur d'un peuple fier "

Depuis lors, l'énorme effort qui, de toute façon, s'imposait quant à la mise en valeur des ressources naturelles, au développement industriel, à la production agricole, à l'instruction de la nation, à la lutte contre les fléaux inhérents à ce pays : la faim, les épidémies, l'érosion des sols, le débordement des fleuves, etc., a été déployé sur l'ensemble du territoire. Comme c'est toujours le cas en système communiste, ce qui pût être réalisé. Il est vrai que la Russie soviétique a, tout d'abord, prêté à la Chine un assez large concours : ouverture de crédits pour l'achat d'outillage et de ravitaillement, fourniture d'équipements miniers et industriels, installation d'usines entières, formation directe d'étudiants et de spécialistes, envoi sur place d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers qualifiés, etc. C'était le temps où le Kremlin, utilisant, là comme ailleurs, sa rigoureuse prépondérance à l'intérieur de l'Eglise communiste pour soutenir la suprématie de la Russie sur les peuples d'une dictature semblable à la sienne lui avait subordonnés, comptait garder la Chine sous sa coupe et, par elle, dominer l'Asie. Mais l'illusion s'est dissipée. Sans doute, demeure encore entre les régimes régnant à Moscou et à Pékin une certaine solidarité doctrinale qui peut se manifester dans la concurrence mondiale des idéologies. Mais, sous un manteau chaque jour plus déchiré, apparaît l'inévitable différence des politiques nationales. Le moins qu'on puisse dire à ce sujet, c'est qu'en Asie, où la frontière entre les deux Etats, depuis l'Indou-

Kouch jusqu'à Vladivostok, est la plus longue qui existe au monde, l'intérêt de la Russie, qui conserve et qui maintient, et celui de la Chine, qui a besoin de croître et de prendre, ne sauraient être confondus. Il en résulte que l'attitude et l'action d'un peuple de 700 millions d'habitants ne sont effectivement réglées que par son propre gouvernement comporta de terribles souffrances populaires, une implacable contrainte des masses, d'immenses pertes et gaspillages de biens, l'écrasement et la décimation d'innombrables valeurs humaines. Il apparaît, cependant, qu'au prix de tant de sacrifices, des résultats ont été atteints, dus, en partie, à l'action de l'appareil totalitaire et aussi, pour beaucoup, à l'ardeur d'un peuple fier, résolu dans ses profondeurs à s'élever en tous les cas, ainsi qu'aux trésors de courage et d'ingéniosité qu'il est capable de prodiguer, quelles que soient les circonstances.

Du fait que, depuis quinze ans, la Chine tout entière est rassemblée sous un gouvernement qui lui applique sa loi et, qu'au-dehors, elle se manifeste comme une puissance souveraine et indépendante, la France se trouvait disposée à nouer avec Pékin des relations régulières. Sans doute, certains échanges économiques et culturels étaient-ils déjà pratiqués. Sans doute, la force des choses nous avait-elle amenés, ainsi que l'Amérique, l'Angleterre, l'Union soviétique, l'Inde et d'autres Etats, à négocier avec les représentants chinois lorsqu'en 1954, la conférence de Genève fixa le sort de l'IndoChine ou lorsqu'en 1962, sous la même forme et dans la même ville, la situation au Laos fut quelque peu définie. Mais, le poids de l'évidence et celui de la raison grandissant jour après jour, la République française a jugé, pour sa part, le moment venu de placer ses rapports avec la République populaire de Chine sur un plan normal, autrement dit diplomatique. Nous avons rencontré à Pékin une intention identique et on sait que, sur ce point, le Président Edgar Faure, prié d'effectuer sur place un sondage officieux, a rapporté à Paris des indications positives. C'est alors que les deux Etats se sont officiellement accordés pour accomplir le nécessaire.

" Le poids de l'évidence et de la raison "

J'ai parlé du poids de l'évidence et de la raison. Il n'y a effectivement, en Asie, aucune réalité politique concernant, notamment, le Cambodge, le Laos, le Vietnam, ou bien l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan, la Birmanie, la Corée, ou bien la Russie soviétique, ou bien le Japon etc., qui n'intéresse ou ne touche la Chine. Il n'y a, en particulier, ni guerre, ni paix, imaginables sur ce continent sans qu'elle y soit impliquée. C'est ainsi que serait absolument inconcevable en dehors d'elle un accord éventuel de neutralité relatif aux Etats du Sud-Est asiatique, auxquels pour tant de raisons, nous, Français, portons une toute spéciale et cordiale attention ; neutralité, qui, par définition, devrait être acceptée pour eux tous, garantie sur le plan international, et exclurait à la fois les agitations armées soutenues par tel d'entre eux chez tel ou tel autre et les interventions multiformes de l'extérieur ; neutralité qui semble bien, dans la période où nous sommes, être la seule situation compatible avec la vie pacifique et le progrès des populations. Mais aussi, la masse propre à la Chine, sa valeur et ses besoins présents, la dimension de son avenir, la font se révéler de plus en plus aux intérêts et aux soucis de l'univers tout entier. Pour tous ces motifs, il est clair que la France doit pouvoir entendre directement la Chine et aussi s'en faire écouter.

Pourquoi, d'ailleurs, ne pas évoquer ce qu'auront peut-être de fécond les rapports de peuple à peuple qui ont la chance de s'établir à la faveur du contact institué entre les deux Etats ? Certes, on doit se garder de nourrir trop d'illusions à cet égard. C'est ainsi que, dans le domaine des échanges économiques, ce qui se fait actuellement et qui peut, à coup sûr, être amélioré, restera longtemps limité. Il en est de même des investissements consacrés par nous au développement industriel chinois. Toutefois, le cas est différent pour ce qui est de

la technique, dont les sources, en France, sont de plus en plus valables et pour laquelle la Chine est un champ indéfini d'application. Enfin, qui sait si les affinités qui existent notoirement entre les deux nations pour tout ce qui a trait aux choses de l'esprit, compte tenu du fait qu'elles se portent, dans leurs profondeurs, sympathie et considération réciproques, ne les conduira pas à une croissante coopération culturelle ? Cela est, en tout cas, sincèrement souhaité ici.

Paris et Pékin sont donc convenus d'échanger des ambassadeurs. Est-il besoin de dire que, de notre part, il n'y a dans cette décision rien qui comporte la moindre approbation à l'égard du système politique qui domine actuellement la Chine ? En nouant à son tour, et après maintes nations libres, des relations officielles avec cet Etat, comme elle l'a fait avec d'autres qui subissent un régime analogue, la France reconnaît simplement le monde tel qu'il est. Elle pense que, tôt ou tard, certains gouvernements qui se réservent encore, jugeront bon de suivre son exemple. Par-dessus tout, il se peut, dans l'immense évolution du monde, qu'en multipliant les rapports entre les peuples, on serve la cause des hommes, c'est-à-dire celle de la sagesse, du progrès et de la paix. Il se peut que de tels contacts contribuent à l'atténuation, actuellement commencée, des dramatiques contrastes et oppositions entre les différents camps qui divisent le monde. Il se peut qu'ainsi les âmes, où qu'elles soient sur la terre, se rencontrent un peu moins tard au rendez-vous que la France donna à l'univers, voici 175 ans, celui de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ".